



HAL
open science

”Le Musée de l’Homme et ses deux vies. Retours sur une relation qui unit musée et politique en France”

Fabrice Grognet

► To cite this version:

Fabrice Grognet. ”Le Musée de l’Homme et ses deux vies. Retours sur une relation qui unit musée et politique en France”. *Itinera Supplément de la Revue Suisse d’Histoire*, 2017, “ Lieux des négociations politiques de l’histoire. L’évolution des musées d’ethnographie et d’histoire ”, n°43, pp: 109-125. hal-01885973

HAL Id: hal-01885973

<https://hal.science/hal-01885973>

Submitted on 2 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Musée de l'Homme et ses deux vies

Retours sur une relation qui unit musée et politique en France

Fabrice Grognet

Soixante-dix-sept ans après son inauguration en 1938 par Albert Lebrun, président de la République, Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale, Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur et Georges Mandel, ministre des Colonies, le Musée de l'Homme entame une seconde vie.

Rénové et inauguré par le président François Hollande, la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Najat Vallaud-Belkacem, et la ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Ségolène Royale, il ouvre ses portes le 17 octobre 2015, dans le cadre des manifestations annonçant la Conférence internationale sur le climat (COP 21) organisée en France au mois de décembre de la même année.

Le musée ne comporte plus toutefois sa photothèque d'autrefois, ni sa bibliothèque, ni son ancien fonds ethnographique de 300 000 objets, jadis si emblématique de son identité. Celui-ci est parti constituer le noyau du Musée du quai Branly (MQB) et, dans une moindre mesure, celui du Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM).

Le nouveau Musée de l'Homme est en effet la dernière conséquence en date de la volonté présidentielle de Jacques Chirac de valoriser les Arts premiers en France à partir de 1996. Initialement, ce projet devait voir le rassemblement au Palais de Chaillot des collections du Musée National des Arts africains et océaniques (MNAAO) de la Porte Dorée avec celles du laboratoire d'ethnologie du Musée de l'Homme. Un nouveau « Musée de l'Homme et des Arts premiers », indépendant du Muséum national et n'envisageant que les seules collections ethnographiques, était prévu à l'horizon 2001, ainsi que l'entrée au Louvre des Arts premiers.

Le suivi de cette reformulation du Musée de l'Homme par un gouvernement dit de « cohabitation »¹ engendre finalement la création d'un nouvel établissement quai Branly en 1998. Parallèlement, l'opportunité de regrouper les collections du Musée national des arts et traditions populaires (MNATP) avec celles des cultures européennes du Musée de l'Homme génère en 2000 l'émergence d'un projet qui deviendra le MuCEM.²

Dans cette recomposition du patrimoine, où la France valorise les cultures des « Autres » à Paris et l'identité européenne à Marseille, le sort des collections préhistoriques (500 000 artefacts) et anthropologiques (30 000 artefacts) du Musée de l'Homme, ainsi que l'avenir même de ce dernier, restent un temps en suspens. L'idée d'un musée présentant les origines de l'Homme ainsi que la diversité biologique et culturelle était-elle devenue obsolète? Celui qui avait su demeurer pendant plus de soixante-dix ans une institution aussi singulière qu'incontournable allait-il disparaître, faute de trouver une nouvelle ambition soutenue par ses tutelles?

¹ Gouvernement socialiste sous la présidence de J. Chirac, de juin 1997 à mai 2002.

² Bien que la décision de délocaliser le MNATP à Marseille ait été prise dès mai 2000, l'aboutissement du projet est resté en suspens jusqu'en 2008, notamment par manque de soutien politique. Le projet intègrera une dimension méditerranéenne à partir de 2001. Voir les contributions de Bjarne Rogan et d'Anja Früh dans ce recueil.

Aussi est-ce bien tel le phœnix que le Musée de l'Homme s'apprête à vivre une deuxième vie, annoncée par le slogan de son ouverture: «L'Homme évolue, son musée aussi».

Figure 1: Affiche de l'inauguration du Musée de l'Homme 2015/Léo Caillard (Publics Activ Paris).

Mais, tandis que le nouveau musée s'engage à répondre à trois questions concernant l'espèce humaine – «Qui sommes-nous? D'où venons-nous? Où allons-nous?» –, ce questionnement peut également s'appliquer à l'institution elle-même. Au-delà d'une rénovation annoncée, le nouveau musée relève en effet d'une véritable réinvention de l'ancien «musée laboratoire» (combinant recherche, enseignement, conservation du patrimoine et restitution au public) établi par Paul Rivet³ dans la période troublée de la fin des années 1930.

Dès lors, qu'ont en commun les deux musées qui se succèdent sur la place du Trocadéro sous le nom de Musée de l'Homme? Les aspirations scientifiques, pédagogiques, culturelles, voire politiques, de 1937 sont-elles comparables à celles d'aujourd'hui? Que nous enseignent l'invention du Musée de l'Homme en 1937 et sa présente métamorphose sur l'évolution des musées anthropologiques et sur les liens qui unissent aujourd'hui musées et politique en France?

L'invention du Musée de l'Homme

Le Musée de l'Homme est officiellement créé en 1937, avec le soutien de Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale du Front populaire.

Toutefois, l'idée d'une institution rassemblant sous une direction commune, le Musée d'Ethnographie du Trocadéro (MET) fondé en 1878⁴, le Laboratoire d'anthropologie du Muséum national⁵, ainsi que l'Institut d'ethnologie de l'Université de Paris créé en 1925⁶, remonte à la fin des années 1920. Depuis son accession jumelée à la direction de la chaire d'anthropologie du Muséum et du MET en 1928, Paul Rivet envisage d'établir une science de synthèse – «l'ethnologie»⁷ – qui doit briser les cloisonnements entre disciplines. Rivet pourrait disposer du cadre institutionnel lui permettant d'asseoir son ambition scientifique en faisant se rejoindre, au sein du MET, les principales institutions de l'anthropologie française dont il est le créateur ou le directeur.

Encouragé par les soutiens du directeur du Muséum national Paul Lemoine, du ministre de l'Éducation nationale Anatole de Monzie, du sociologue Marcel Mauss, et fort du succès rencontré par le MET qu'il transforme radicalement avec Georges Henri Rivière⁸, Paul Rivet se lance au début des années 1930 dans la concrétisation de ce projet. Un musée laboratoire consacré à l'Homme (comprenant la préhistoire, l'anthropologie physique et l'ethnographie), établi sur le modèle du Muséum dans le domaine de l'histoire naturelle, pourrait voir le jour. A la fois centre de recherche et d'enseignement, lieu «d'éducation

³ Anthropologue spécialiste de l'Amérique, créateur d'institutions et animateur de nombreuses sociétés savantes de l'entre-deux-guerres, Paul Rivet est aussi un militant et un homme politique (premier élu du Front populaire en 1935).

⁴ Nélia Dias, *Le musée d'ethnographie du Trocadéro (1878–1908)*. Anthropologie et muséologie en France, Paris 1991.

⁵ Tandis que l'anatomie humaine est enseignée au Muséum dès sa création, en 1793, une chaire d'anatomie et d'histoire naturelle de l'Homme est instaurée en 1832. Elle est rebaptisée Chaire d'anthropologie en 1855.

⁶ Paul Rivet fonde avec le sociologue Marcel Mauss et le philosophe Lucien Lévy-Bruhl cet institut à vocation pluridisciplinaire et financé par le Ministère des Colonies.

⁷ Voir Paul Rivet, *Ce qu'est l'ethnologie*, in: P. Rivet (dir.), *L'Encyclopédie Française*, Tome VII, *L'espèce humaine*, Paris 1936, pp. 7'06 -1–7'08-15.

⁸ Nina Gorgus, *Le magicien des vitrines*, Paris 2003.

populaire» et conservatoire des «archives de l'humanité» regroupées en un site unique, il faciliterait les avancées de la science et serait un outil didactique pour condamner scientifiquement le racisme.

Mais, les obstacles à cette réalisation articulant ambition scientifique et entreprise culturelle ne manquent pas. La première difficulté concerne son financement qui doit engager l'Etat de manière continue, malgré les changements de gouvernements caractérisant la vie politique française des années 1930.

Sur le plan scientifique, la légitimité du Muséum à encadrer deux sciences – préhistoire et ethnographie – qui cherchent à s'affranchir de la tutelle de l'anthropologie naturaliste depuis les années 1910 est critiquée. Et l'on reproche à l'entreprise de Rivet de vouloir «grouper artificiellement dans une même maison des sciences totalement différentes»⁹.

Marcellin Boule, titulaire de la chaire de paléontologie, voit quant à lui cette centralisation au Trocadéro de tout ce qui concerne l'étude de l'Homme (laboratoire, galeries, collections, bibliothèque et personnel) comme une véritable «régression» préjudiciable au Muséum national. Celui-ci se fourvoierait en sortant l'Homme du Jardin des Plantes, cédant ainsi à une pensée anthropocentrique coupant l'Homme de la Nature et qui pourrait à terme demander son indépendance et se couper ainsi de ses racines naturalistes.¹⁰

Mais, les préparatifs de l'Exposition internationale des arts et techniques prévue pour 1937, la construction du Palais de Chaillot, l'arrivée du Front populaire au pouvoir, voire le contexte national et international marqué par les effets de la crise et la montée des xénophobies, constituent autant de circonstances qui, conjuguées, permettent au «savant et politique»¹¹ Rivet d'établir un inédit Musée de l'Homme. Une institution dont le «nom simple et clair»¹² résume son contenu et qui va placer l'anthropologie française dans une voie singulière. Tandis qu'à l'étranger le rôle des musées décline¹³, la France choisit de faire du musée le pivot qui regroupe et régit les différents registres de la science.

Distinguer les races et les peuples dans les musées de la Nation

L'invention du Musée de l'Homme est avant tout un coup de force de Rivet au sein du Muséum, qui fige pour un temps les rapports entre sciences sociales et sciences de la nature. Mais son avènement est aussi à appréhender comme un moment de concordance entre les buts recherchés par l'anthropologue et l'utilité sociale envisagée par l'Etat finançant le projet sur plusieurs gouvernements et s'engageant à le faire perdurer.

Tandis que Rivet présente le *Musée de l'Homme* comme l'«héritier»¹⁴ du MET, le Musée national des arts et traditions populaires (MNATP), décrété lui aussi en 1937, constitue un autre héritier du MET, engagé avant l'arrivée du

⁹ Henri Vallois, L'Evolution de la chaire d'Ethnologie du Muséum national d'histoire naturelle, Bulletin du Muséum, Tome XVI, n°1, deuxième série (1944), p. 53.

¹⁰ Arnaud Hurel, La préhistoire sous l'œil des naturalistes. Les hommes fossiles, entre Muséum & Institut de paléontologie humaine, in: Bertrand Dageron, Armelle Le Goff (dir.), Penser, classer, administrer. Pour une histoire croisée des collections scientifiques, Paris 2014.

¹¹ Jean Jamin, Le savant et le politique Paul Rivet (1876–1958), in: Bulletin et Mémoire de la Société d'Anthropologie de Paris, Tome I, n°3–4 (1989), pp. 277–294.

¹² Paul Rivet, Le Musée de l'Homme, in: Le Risque, 10 janvier 1938, pp. 31–32.

¹³ Voir Serge Reubi, Gentlemen, prolétaires et primitifs: institutionnalisation, pratiques de collection et choix muséographiques dans l'ethnographie suisse, 1880–1950, Berne 2011; William C. Sturtevant, Does anthropology needs museums?, Proceedings of The Biological Society of Washington, n° 82 (1969), pp. 619–649; Anja Laukötter, Von der «Kultur» zur «Rasse»–vom Objekt zum Körper? Völkerkundemuseen und ihre Wissenschaften zu Beginn des 20. Jahrhunderts, Bielefeld 2007.

¹⁴ Rivet, Le Musée de l'Homme, p. 31.

Front populaire. George Henri Rivière, ancien sous-directeur de Rivet au Trocadéro, est en effet parti fonder le MNATP dans l'aile Paris de Chaillot, emportant avec lui les objets régionaux français du MET.

Le MET avait donc vécu, non sans avoir contribué à créer deux musées, concrétisés par le même gouvernement, jumeaux de par leur date de création, l'origine de leur fonds principal et siamois par leur emplacement au Palais de Chaillot. L'un annonce, sous la direction de Paul Rivet, un message antiraciste et le nouvel humanisme colonial¹⁵ que la France prône désormais. L'autre, dirigé par Georges-Henri Rivière, valorise le «peuple» français métropolitain et constitue un «musée du peuple, pour le peuple»¹⁶.

Ainsi, le Musée de l'Homme et le MNATP correspondent à deux programmes distincts de l'étude des productions matérielles des peuples. Le «populaire» français, amené certes à se transformer avec l'industrialisation mais surtout à perdurer, ne semble plus pouvoir désormais côtoyer dans des galeries communes les «primitifs», dont les modes de vie transmis de manière immuable sont censés disparaître avec l'assimilation coloniale. Le premier appartient moins au courant folkloriste recherchant les «survivances» qu'au domaine de la sociologie, à l'étude d'une culture et d'une histoire nationale dont les pages sont à écrire en continu, alors que les seconds, présentant des stades culturels supposés «archaïques» de l'humanité, sont du ressort de l'histoire naturelle universelle.

Cette approche épistémologique différenciée, supposant une discontinuité entre histoire naturelle et histoire culturelle (avec notamment l'invention de l'écriture) et se doublant d'une division inédite au sein du patrimoine national «Peuple français métropolitain/indigènes de l'empire et peuples étrangers», est légitimée par la mise sous tutelle dissociée des deux institutions. Le Musée de l'Homme, «héritier» proclamé du MET placé sous l'autorité du Muséum national depuis 1928, reste sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, tandis que les collections d'ethnographie françaises du MET passent sous la tutelle de la direction des Beaux-Arts en intégrant le MNATP.¹⁷

Ce partage fait alors écho à la dichotomie créée de fait en 1931 par l'établissement du Musée permanent des colonies de la Porte Dorée, entre les «Français métropolitains» et les «sujets des colonies». Dès lors, une fracture inédite s'installe au sein des institutions gardiennes du patrimoine national que viennent conforter les créations jumelées de 1937 au Trocadéro.

Entre crainte de «l'étranger» et attrait pour le «sauvage»

Ces distinctions arrivent au moment où se développent en métropole une lecture raciale de l'altérité et d'importants mouvements racistes. Déjà ancrée dans le sens commun, puis diffusée par les manuels scolaires de géographie de la III^e République, l'analyse ethnico-raciale des populations, attribuant à chaque nationalité ou origine géographique des caractéristiques physiques et morales, devient la grille de lecture de toute altérité culturelle ou physique. Et la crise économique des années 1930 provoque alors la résurgence d'une xénophobie et

¹⁵ La nouvelle politique coloniale est basée sur la reconnaissance des différences culturelles entre les peuples, tout en maintenant l'ambition assimilationniste. L'ethnologie pourrait ainsi contribuer à une colonisation «plus humaine» et moins brutale; voir Tony Bennett, *Anthropological assemblages: producing culture as a surface of government*, CRESC Working Paper Series 52 (2008).

¹⁶ Selon l'expression de Rivière; voir Jacqueline Christophe, Georges Henri Rivière aux commandes du département des Arts et Traditions populaires, in: Denis-Michel Boëll, Jacqueline Christophe, Régis Meyran (dir.), *Du folklore à l'ethnologie*, Paris 2009, pp. 217-230, ici p. 217.

¹⁷ Voir la contribution de Bjarne Rogan dans ce recueil.

d'un antisémitisme, dont les expressions ne sont pas nouvelles et que l'accession au pouvoir du Front populaire ne calme pas.¹⁸

Ainsi, tandis que le Musée de l'Homme s'apprête à vouloir donner une égale dignité aux «races» et aux peuples, le géographe Georges Mauco rejoint le 18 janvier 1938 le cabinet de Philippe Serre, premier sous-secrétaire d'Etat chargé des services de l'immigration et du travail des étrangers. Désormais, la théorisation du «degré d'assimilabilité» des immigrés suivant leur origine «ethnique» devient une expertise institutionnelle.¹⁹

Mais alors que la représentation de «l'étranger suspect» se répand dans les nations de l'Europe et que l'évaluation des «races» devient l'affaire de l'Etat, un renouveau de l'attrait du «sauvage» émerge. «L'exotisme» est à la mode.²⁰ Cette fin des années 1930 correspond en effet à un essoufflement de la notion de «progrès». La «marche en avant» vers un avenir toujours meilleur, grâce à une civilisation moderne et industrielle promue depuis le XIX^e siècle, ne semble pas se vérifier. Dès lors, le sort des ressortissants des colonies, une fois en métropole, incite à penser que ce n'est pas tant le «primitif à civiliser» qui suscite l'engouement, mais bien plus le «sauvage», celui qui, demeuré en marge de la «civilisation», est resté proche de la «nature» réinvestie par les imaginaires.

L'entre-deux-guerres constitue ainsi une période ambiguë entre l'attrait pour *l'Autre* dans un registre convenu (revues de voyages et de sciences, cinéma, «arts nègres», jazz, music-hall, cirques) et le rejet de *l'Autre* (xénophobie, antisémitisme), révélateur du sentiment d'appartenance nationale mobilisé dans un moment de crise, avec en arrière-fond une pensée européo-centrée du rapport Nature/Culture.

Certes, l'altérité est magnifiée selon un humanisme différentialiste dans les expositions et musées des années 1930. Mais, le «sauvage exotique» l'est d'autant plus qu'il est condamné par la volonté assimilationniste de la colonisation, alors que le paysan, ce «sauvage de l'intérieur», l'est également par l'unification nationale des Etats européens. Dès lors, comme toute chose disparue ou sur le point de l'être, le «primitif» et le «rural» européen intègrent d'autant plus légitimement le monde nostalgique de la muséification, au travers de l'histoire naturelle universelle, ou de «l'art populaire».²¹ *L'Autre* concret («indigène» ou étranger européen), venant en métropole pour travailler ou fuir un régime politique, est suspecté quant à lui de déstabiliser l'unité nationale, voire de corrompre le «corps» même de la nation, dans un contexte de crise économique et de chômage.²²

Ainsi, tandis que l'Etat décide d'organiser la diversité des races et ethnies dans le monde du travail afin de veiller à une assimilation maîtrisée, le nouveau musée de l'Education nationale du Trocadéro, miroir de son temps et institution militante face au monde qui le voit émerger, ouvre ses portes pour valoriser finalement ce qu'une large partie des Français de l'époque veut voir disparaître de son quotidien: l'altérité.

¹⁸ Voir Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX^e-XX^e siècle)*. Discours publics, humiliations privées, Paris 2007.

¹⁹ Patrick Weil, Georges Mauco, expert en immigration: ethnocracisme pratique et antisémitisme fielleux, in: P-A. Taguieff (dir.), *L'antisémitisme de plume 1940-1944, études et documents*, Paris 1999.

²⁰ Voir la contribution d'Audrey Doyen et de Serge Reubi dans ce recueil concernant les évolutions en Suisse.

²¹ Voir la contribution de Franka Schneider dans ce recueil concernant les évolutions en Allemagne.

²² Patrick Weil, *La France et ses étrangers*, Paris 1995.

L'impasse du Musée de l'Homme

Soutenues au moment de son émergence par les gouvernements coloniaux successifs prônant une modernité basée sur un nouvel humanisme capable de surmonter les antagonismes entre les peuples, les ambitions du Musée de l'Homme connaissent rapidement un coup d'arrêt.

La Seconde Guerre mondiale, qui arrive comme un démenti à l'utopie proposée par le musée du Trocadéro, va en effet briser l'élan initial. Tandis qu'une partie du personnel s'engage bientôt en résistance, le musée ferme au début des hostilités, sur ordre du ministère de l'Éducation nationale. Il rouvre partiellement ses galeries à partir du 23 novembre 1939.

Toutefois, au-delà de l'intégralité de sa présentation, c'est l'intégrité même du musée qui est menacée en coulisses, après que Paul Rivet, démis de ses fonctions par le gouvernement de Vichy, est contraint à l'exil en Colombie en juin 1941.

Dès le mois de septembre 1941, l'anthropologue Georges Montandon (qui sera bientôt rattaché au Commissariat général aux questions juives) tente de s'approprier à la fois la direction du Musée de l'Homme et celle de l'Institut d'ethnologie de l'Université de Paris.

Si cette tentative n'aboutit pas, la création en octobre 1942 d'une chaire d'ethnologie à la Sorbonne pour Marcel Griaule ébranle quant à elle l'effort de centralisation des sciences de l'Homme au Trocadéro. Emblématique figure de la professionnalisation de l'ethnographie, Griaule dénonce l'inscription de l'ethnographie – description des cultures des peuples – au sein du Muséum national d'histoire naturelle, nœud gordien du lien unissant le Musée de l'Homme au Muséum national et découlant du rattachement en 1928 du MET au Jardin des Plantes. Aussi tente-t-il de «détacher le Musée de l'Homme du Muséum national d'histoire naturelle, pour le rattacher à l'administration de la Direction des Musées de France»²³. Le principe même du Musée de l'Homme, institution pluridisciplinaire placée sous la tutelle du Muséum national, est alors menacé, quelques années seulement après sa création.

Nommé directeur temporaire du musée, l'anthropologue et anatomiste Henri-Victor Vallois, concurrent de Rivet pour l'obtention de la chaire d'anthropologie du Muséum en 1928, prend toutefois la défense de «l'œuvre qui venait d'être si laborieusement réalisée»²⁴. Afin de préserver l'autorité du Muséum national en matière de sciences de l'Homme, Vallois se retrouve ainsi dans la situation de défendre le projet scientifique qu'il avait autrefois combattu.

Avec le retour de Paul Rivet à la Libération, le musée reprend le cours de son existence d'institution centrale des sciences de l'Homme en France.

Toutefois, avec le départ de Rivet en retraite en 1949, puis sa mort en 1958, l'institution perd non seulement le directeur qui établissait des ponts entre les disciplines, mais aussi celui qui avait toujours su défendre sa cause auprès des tutelles politiques.

Dépendant des crédits accordés par le ministère de l'Éducation nationale, le musée attend ainsi depuis les années 1960 une rénovation globale de ses galeries. À la pointe de la muséographie lors de son ouverture, le musée voit dès lors vieillir ses vitrines et son image rejoindre celle du «poussiéreux» MET qu'il avait remplacé. Certaines sections sont certes rénovées à partir des années 1970, mais sans qu'un des projets d'ensemble proposés aux tutelles ne trouve de financement et sans que le «musée-laboratoire» ne puisse réinventer son principe

²³ Gérald Gaillard, Chronique de la recherche ethnologique dans son rapport au Centre national de la recherche scientifique 1925–1980, Cahier pour l'histoire du CNRS, 3 (1989), p. 97.

²⁴ Vallois, L'Évolution de la chaire d'Ethnologie du Muséum national d'histoire naturelle, p. 54.

en regard de l'évolution de la science.²⁵ Le Musée de l'Homme glisse alors vers «un déclin largement dus à l'indifférence de l'autorité de tutelle, quelle que soit sa tendance politique»²⁶. Il rejoint malgré lui le sort du MNAAO et du MNATP, deux autres «musées endormis»²⁷, créés également dans les années 1930 et quant à eux dépendants du financement du ministère de la Culture.

En 1996, après qu'un énième projet scientifique a été proposé aux tutelles, la décision de créer un Musée de l'Homme et des Arts premiers indépendant du Muséum national sonne le glas du «musée-laboratoire» tel que l'avait imaginé Rivet. Tandis que la France se découvre «black, blanc, beur» à l'occasion de la Coupe du monde de football et que l'immigration est un enjeu électoral majeur, l'Etat décide de la création du Musée du quai Branly afin de conférer (comme en 1938 au Trocadéro) une même dignité aux cultures étrangères par l'entremise des «Arts premiers».

De la réforme du Muséum à la transmutation du Musée de l'Homme

Présenté dans la presse comme le musée «le plus abandonné»²⁸ par l'Etat, le Musée de l'Homme allait-il disparaître après que ses collections eurent contribué à l'émergence de deux nouveaux musées nationaux (MQB et MuCEM) correspondant à autant de nouveaux messages portés par les gouvernements en place?

Protestant contre le départ des collections ethnographiques, son personnel se met en grève en novembre 2001. Jean-Claude Moreno²⁹, nommé «administrateur provisoire» du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) par la nouvelle majorité socialiste amenée à cohabiter avec le président Chirac, tient en effet un discours sibyllin: «Le Musée de l'Homme doit mourir [...] et peut-être renaître.»³⁰

Un avenir s'esquisse pourtant au Trocadéro. Pour épauler l'administrateur dans sa tâche de réforme de l'institution séculaire du Jardin des Plantes, Claude Allègre, ministre de l'Education nationale et de la Recherche, met en place un Comité scientifique d'orientation en janvier 2000. Le rapport³¹ qui en découle propose de redéfinir les orientations stratégiques du Muséum en vue de sa refondation et de nouveaux statuts. Les missions sont ainsi recentrées autour de la biodiversité, du «développement durable» et de la compréhension des mécanismes d'évolution de la nature, avec le rôle joué par les sociétés humaines. Il revient également sur la situation atypique du Musée de l'Homme au sein du Muséum qui, avec l'ethnologie, comporte une discipline qui «sort du champ des sciences de la nature et de la vie»³². L'institution, dont «l'implantation géographique au Palais du Trocadéro et l'intitulé de l'organisme (Musée de l'Homme) ne signalent en rien, aux yeux du public, son rattachement organique au Muséum», doit elle aussi être profondément remaniée.

Afin de pallier ses manques et de proposer aux tutelles des enjeux adaptés au XXI^e siècle, les membres de la Commission préconisent une «refondation» du

²⁵ Voir Fabrice Grognet, 1938–2009: un voyage dans les galeries du Musée de l'Homme, in: Claude Blanckaert (dir.), Le Musée de l'Homme. Histoire d'un musée laboratoire, Paris 2015, pp. 176–205.

²⁶ S. O. S. Musée de l'homme!, in: Le Monde, 27 mars 1991.

²⁷ Emmanuel de Roux, Trois musées endormis, in: Le Monde, 8 septembre 1992.

²⁸ Le palmarès des musées de France, in: L'Evénement du jeudi 8, 6 janvier 2000.

²⁹ Directeur administratif et financier de la Mission interministérielle des Grands Travaux décidée par le président François Mitterrand dans les années 1980.

³⁰ Sylvestre Huet, Musée de l'Homme: refus de déménager sans ménagement, in: Libération, 28 novembre 2001.

³¹ Comité scientifique d'orientation Muséum national d'histoire naturelle, 2001 <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/014000302.pdf> (consulté le 2.3.2015).

³² Comité scientifique d'orientation Muséum national d'histoire naturelle, p. 29.

Musée de l'Homme, comme un «grand projet du MNHN», où «l'écologie humaine et l'ensemble des rapports de l'homme dans et avec la nature»³³ établiraient non seulement un lien avec les activités du Muséum, mais aussi entre les équipes de recherche du Trocadéro. Sur le plan muséographique, les galeries remaniées du Trocadéro s'établiraient dans le prolongement du discours de la Grande Galerie de l'Evolution (GGE), où l'Homme est traité comme un «facteur d'évolution» depuis 1994.³⁴

De nouveaux statuts sont ainsi décrétés en octobre 2001 et la réforme du Muséum se concrétise avec l'arrivée du biologiste Bernard Chevassus-au-Louis, premier président du Muséum, en janvier 2002. Puis, les vingt-six laboratoires scientifiques disparaissent au profit d'une réorganisation créant huit départements de recherche et d'enseignement (en particulier Hommes, Natures et Sociétés et Préhistoire regroupant les recherches sur l'Homme) et trois départements éducatifs et culturels (dont celui du Musée de l'Homme), tandis qu'une direction unique est créée pour l'ensemble des collections du Muséum.

Suite à cette réorganisation, les fonctions de recherche, d'exposition et de conservation sont distinguées au sein de départements aux compétences spécifiques. Le département culturel du Musée de l'Homme, dont la mission est relative à la diffusion pour le grand public, devient la vitrine désignée des départements scientifiques Préhistoire et Hommes, Natures et Sociétés. L'ancien musée du Trocadéro, «mort» et ainsi transfiguré³⁵, s'engage alors à devenir l'enveloppe qui regroupera en un même lieu le personnel de quatre départements³⁶ du Muséum recouvrant les trois missions fondamentales de l'ancien musée: la conservation, la recherche et la diffusion.

Un projet entre espoirs et doutes

Ce second souffle du Musée de l'Homme, conditionné par celui du Muséum, débute en juin 2002, après la réélection de Jacques Chirac à la présidence de la France.

Ecologue et directeur de la GGE depuis 1996, Patrick Blandin est chargé de la direction du nouveau département du Trocadéro, afin de «sortir le Musée de l'Homme de son ornière»³⁷. Un parcours muséographique en trois axes et pouvant se décliner en autant de questions – «D'où venons-nous, qui sommes-nous, où allons-nous?» – est alors envisagé. Il comprend l'histoire de la lignée humaine, celle de l'anthropisation de la planète et la diversité des cultures et de leur relation avec la nature.

Tandis que l'approche écologique tend à se substituer au départ des collections ethnographiques du Trocadéro, l'énarque Bertrand Pierre Galey est quant à lui nommé par décret présidentiel directeur général du Muséum en octobre 2002 et met ainsi un terme à la direction assurée jusque-là par les scientifiques du Muséum. Parmi les missions devant être menées à bien, les nouveaux ministres de tutelles requièrent «une attention toute particulière à la

³³ *Ibid.*, p. 30.

³⁴ Voir Patrick Blandin, Fabienne Galangau-Querat, Des relations Homme-Nature à l'Homme, facteur d'évolution: genèse d'un propos muséal, in: Jacqueline Eidelman, Michel Van Praët (dir.), La muséologie des sciences et ses publics. Regards croisés sur la Grande Galerie de l'Evolution du Muséum national d'histoire naturelle, Paris 2000.

³⁵ Serge Bahuchet, L'Homme indigeste? Mort ou transfiguration d'un Musée de l'Homme, in: Marc-Olivier Gonseth, Jacques Hainard, Roland Kaehr (dir.), Le Musée cannibale, Neuchâtel 2002, pp. 9–84, ici p. 59.

³⁶ Le personnel de deux départements de recherche, du département culturel Musée de l'Homme et une partie de celui du département collections du Muséum.

³⁷ L'entomologiste Patrick Blandin, une nouvelle tête pour le Musée de l'Homme, in: Le Monde, 20 juin 2002.

définition et à la mise en œuvre du grand projet du nouveau Musée de l'Homme, en harmonie avec le déroulement du chantier du quai Branly»³⁸.

La rénovation du Musée de l'Homme devient dès lors le contrechamp indécis de la mise en place du projet présidentiel du MQB. Et tandis que les polémiques engendrées par l'émergence de ce dernier sont largement relayées par la presse, l'annonce d'un renouveau au Trocadéro suscite la méfiance du personnel, qui voit dans la nomination d'un proche de la nouvelle majorité à la tête du Jardin des Plantes une manière d'accélérer le transfert des collections vers le MQB.

Si le directeur général du Muséum s'emploie à invalider les rumeurs pessimistes, la notification de la «fermeture définitive» de la galerie Afrique pour le 2 mars 2003, alors que les réserves du musée n'ont pas été transférées, ravive les doutes. Et, comme un écho à la fermeture définitive du MNAAO en janvier 2003, les derniers jours du Musée de l'Homme sont annoncés.

C'est donc dans un climat tendu que Jean-Pierre Mohen, conservateur général du patrimoine, se voit confier la direction d'une Commission de rénovation au mois de mars 2003.

Toutefois, l'annonce de cette nomination intervient le même jour qu'une nouvelle grève du personnel contre le départ des collections ethnographiques des galeries permanentes. De fait, une confusion s'installe entre le démantèlement en cours du musée dénoncé par le personnel et l'annonce de son avenir par la direction du Muséum et ses tutelles.

Vers un Musée de «l'Homme fragile»

En février 2004, la présentation à la presse du rapport de la Commission Mohen donne les grands axes de l'identité renouvelée du musée. L'écologie, avec la disparition de la biodiversité et le «recul du naturel au profit de l'artificiel», le «développement durable», avec les «ressources naturelles menacées»³⁹, soit l'avenir de l'Homme «sur et avec la planète»⁴⁰, viennent se joindre au message d'antan de l'unité de l'espèce humaine, «dans une perspective de citoyenneté et de responsabilité»⁴¹.

Le nouveau musée aura en effet un message politique inédit à transmettre, comme le souligne la lettre de mission des ministres de tutelles adressée à Mohen:

Vous préciserez les moyens d'information et de sensibilisation du public relative à la vocation du lieu: la connaissance et la prise de conscience de la fragilité de l'humanité dans son environnement, et de sa responsabilité collective qui l'unit dans son rapport à la nature, dans la perspective du développement durable, notamment à travers l'exemple des sociétés anciennes et premières.⁴²

Origines passées de l'Homme et «inquiétude [actuelle] face à la responsabilité de ses actions»⁴³, tel est le message central du nouveau musée, où les «peuples premiers» présentés au MQB peuvent être mis à contribution pour montrer «l'humanité rayonnante et fragile»⁴⁴.

La publication du *Nouveau Musée de l'Homme* permet ainsi d'affirmer la volonté politique de rénover (sans fermeture), pour 2008, le musée qui avait tant fait parler de lui avec l'opposition de son personnel au MQB.

³⁸ Extrait de la «lettre de mission», in: Anne-Marie Roméro, Musée de l'homme, le retour, in: Le Figaro, 28 novembre 2002.

³⁹ Jean-Pierre Mohen (dir.), *Le Nouveau Musée de l'Homme*, Paris 2004, p. 123.

⁴⁰ Mohen (dir.), *Le Nouveau Musée de l'Homme*., p. 57.

⁴¹ *Ibid.*, p. 58.

⁴² *Ibid.*, p. 139s.

⁴³ *Ibid.*, p. 61.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 112.

Une rénovation réévaluée et engagée

Tandis que *Le nouveau Musée de l'Homme* pose le cadre du futur programme muséographique, une nouvelle étape vers la concrétisation d'un nouveau musée recentré sur «l'Homme et ses rapports à la nature» est franchie en novembre 2005. François Goulard, ministre délégué à l'Education nationale et à la Recherche du nouveau gouvernement de Dominique de Villepin, annonce le lancement d'un concours international d'architecture en vue du réaménagement de la partie du Palais de Chaillot affectée au musée. La présentation à la presse du projet retenu⁴⁵ en décembre 2006 augure ainsi du «réveil du Musée de l'Homme»⁴⁶, qui devra finalement fermer pour mener à bien sa rénovation.

En mai 2007, l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la France marque toutefois un coup d'arrêt de l'engagement de l'Etat. Deux ans après la victoire du «non» au référendum français sur la constitution de l'Europe, le nouveau gouvernement reprend en main le projet du MuCEM. Mais, le nouveau président soutient surtout la création d'une Maison de l'histoire de France devant marquer son quinquennat, malgré la mise en place de la Révision générale des politiques publiques (RGPP), peu propice à la multiplication des financements publics.⁴⁷

Il apparaît dès lors que la rénovation du Musée de l'Homme n'est pas le dossier prioritaire succédant à l'ouverture du MQB. Surtout, le gouvernement, qui hérite du dossier de la rénovation engagée par son prédécesseur, hésite sur la suite à donner à ce projet.

Afin d'évaluer sa viabilité, l'Inspection générales des Finances, de l'Education nationale et des Affaires culturelles, sont missionnées en février 2008 par les ministères de tutelles du Muséum. Cet audit fait alors ressortir «nombre d'incohérences budgétaires», tout en précisant qu'«il n'est pas raisonnable de penser qu'à l'avenir un projet de cette dimension puisse progresser sur la seule impulsion du directeur général du MNHN»⁴⁸.

Si le principe d'une rénovation du Musée de l'Homme a bien été adopté par l'Etat, sa conception et son évaluation n'ont quant à elles pas été coordonnées par l'ensemble des services concernés. Et ce qui aurait dû être un *projet national*, contrôlé par les services de tutelles, se révèle être bien plus un *projet d'établissement*. Tout en reformant administrativement le Muséum et en lançant plusieurs chantiers de rénovation⁴⁹, son directeur a ainsi engagé les tutelles vers un processus de réhabilitation du *Trocadéro* que le gouvernement en place ne peut que constater. Aussi s'agit-il pour ce dernier de veiller désormais à accompagner la bonne marche du projet auquel il est tenu.

Après une concertation interministérielle, l'Etat décide en juillet 2008 d'affecter 50 millions d'euros à la rénovation du musée. Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, annonce alors l'engagement des travaux, synonyme d'une «impulsion [donnée] aux sciences humaines et sociales, qui ont besoin d'un lieu de travail pour accueillir de nouvelles générations de chercheurs français et étrangers»⁵⁰.

La recherche vient ainsi donner sa vocation première au futur établissement.

⁴⁵ Conçu par l'équipe Brochet-Lajus-Pueyo associée à l'architecte Emmanuel Nebout et à la muséographe Zette Cazalas.

⁴⁶ Emmanuel de Roux, *Le réveil du Musée de l'Homme*, in: *Le Monde*, 3 janvier 2007.

⁴⁷ Voir la contribution d'Andrea Brait dans ce recueil.

⁴⁸ Daphné Bétard, *Le Musée de l'Homme en perdition*, in: *Le Journal des Arts*, 20 mars 2009, http://www.lejournaldesarts.fr/jda/archives/docs_article/64098/le-musee-de-l-homme-en-perdition.php. (consulté le 3.3.2015).

⁴⁹ Dont celui du Parc zoologique de Vincennes.

⁵⁰ Christiane Galus, 50 millions d'euros pour le musée de l'homme qui rouvrira en 2012, in: *Le Monde*, 21 juillet 2008.

Une ouverture finalement placée sous l'égide de la COP21

Alors que le musée ferme ses portes en mars 2009 pour quatre ans de travaux prévus, le projet, désormais dirigé par Jean-Pierre Mohen, semble pouvoir suivre son cours plus sereinement.

Pourtant, les travaux de curage et de désamiantage réalisés à partir de l'été 2010 mettent en évidence les problèmes structurels du Palais. Une partie des planchers originels en béton doit être refaite. En conséquence, l'aménagement des espaces doit être revu, le calendrier à nouveau différé et le budget prévisionnel augmenté.

Une nouvelle équipe dirigeante se met également en place. Tandis que Michel van Praët, biologiste et concepteur de la GGE, devient le nouveau directeur du projet en octobre 2010, Thomas Grenon, polytechnicien et ancien conseiller au ministère de la Culture sous Jacques Chirac, est nommé deux mois plus tard à la direction du Muséum.

En mai 2012, l'élection de François Hollande à la présidence de la France vient également relancer l'avenir du musée. La direction du Muséum mobilise en effet l'histoire de l'institution pour créer une correspondance entre le nouveau gouvernement socialiste et la rénovation du musée autrefois concrétisé par le Front populaire. L'ambition est alors de repositionner le chantier au cœur des attentions ministérielles, voire de faire de l'échéance de la prochaine réouverture un évènement favorable à une appropriation présidentielle.

Après que François Hollande a inauguré le MuCEM à Marseille, le Musée de l'Homme fête ainsi ses 75 ans le dimanche 30 juin 2013, avec le soutien de Delphine Batho, ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie. Dès lors, ce ministère, dernière tutelle en date du Muséum depuis 1992, accompagne la rénovation en cours d'achèvement. Et, à partir de novembre 2014, l'annonce à la presse par Ségolène Royal (ministre de l'Ecologie succédant à Delphine Batho) de l'ouverture prochaine du musée, dans la perspective de la Conférence internationale sur le climat de décembre 2015, situe les nouveaux enjeux citoyens du Musée de l'Homme. Le renouveau du musée coïncide ainsi avec de nouvelles préoccupations politiques et une redéfinition de son rôle attendu par l'Etat.

Institution centrale où se rejoint l'approche naturaliste et culturaliste, le Musée de l'Homme de 1937 concrétise la rencontre entre le développement institutionnel et scientifique de l'ethnologie entendue par Paul Rivet et l'humanisme universaliste, mêlé à l'antiracisme proclamé par le gouvernement du Front populaire. En ce sens, l'ethnologie du Trocadéro devient une science de l'Homme militante, au service d'une pensée progressiste devant faire face à une montée grandissante de la xénophobie et des antagonismes.

Le nouveau musée, annoncé depuis le début des années 2000, financé par le ministère de la Recherche et de l'Education nationale à partir de 2008 et finalement porté médiatiquement par le ministère de l'Ecologie, repose également sur une double intention. Tandis que les équipes scientifiques sont recomposées afin de constituer un inédit Centre de recherche sur l'évolution humaine et des sociétés, le musée exprime une inquiétude de son temps: celle générée par les conséquences des activités humaines sur la planète et réalisées au nom du «progrès». Ainsi, tandis que le premier Musée de l'Homme s'est fondé sur l'hypothèse d'un avenir meilleur, son successeur s'établit sur la crainte du lendemain.

Fondamentalement, le nouveau musée correspond à la concrétisation des efforts menés par les scientifiques – appuyés par ceux du directeur général du Muséum – afin de convaincre les gouvernements qui se succèdent du bien-fondé d'un musée dépendant du Muséum et orienté vers l'ensemble des rapports de l'Homme «dans et avec la nature». Il vient en effet s'insérer dans un paysage muséal reconfiguré où il doit trouver une nouvelle légitimité, au moment où la

question écologique devient un enjeu politique et économique, tant national qu'international.⁵¹

Avec une identité fusionnée dans celle du Muséum national (qui a recentré ses missions autour de la préservation de la biodiversité et du développement durable), le nouveau musée permet également de conserver et d'exposer la préhistoire mondiale et l'approche de l'anthropologie biologique, dimensions perdues par les institutions parisiennes depuis la fermeture du musée en 2009. L'héritage assumé du thème des origines de l'humanité et de celui de l'histoire de sa diversité biologique justifie alors la reprise de l'intitulé de «Musée de l'Homme» (un temps questionné par les tutelles) pour la nouvelle institution installée dans le cadre réaménagé de Chaillot.

Tant l'invention du Musée de l'Homme dans les années 1930, que sa réinvention au cours des années 2000, montrent la difficulté d'accorder la maturation d'un projet culturel et scientifique avec la temporalité politique dont il dépend. Le temps des musées n'est pas nécessairement celui des gouvernements, ce qui augure de la fragilité de chaque projet avancé par l'un d'eux et pouvant être remis en cause par le suivant. Si le premier Musée de l'Homme voulu par Rivet a pu bénéficier de soutiens relativement constants malgré l'instabilité gouvernementale, le nouveau, porté et défini de manière collégiale par les scientifiques du Muséum, a connu quant à lui au cours de son élaboration une alternance droite/gauche, incarnée par trois présidents et douze changements de ministres de tutelles, représentant autant de risques d'être mis en concurrence avec d'autres projets parrainés par une personnalité politique en place. Cet invariant de la relation musée/gouvernement, qui a d'ailleurs été augmentée par l'accélération de la vie politique française⁵², a été de surcroît redoublé à la fin des années 1990 par la nomination à la tête des institutions culturelles et scientifiques de directeurs et d'administrateurs affiliés à la majorité du moment. Ainsi, alors que l'Etat cherche à se désengager des budgets des institutions en les incitant à développer leurs *ressources propres*, les musées français n'ont finalement jamais été aussi dépendants de la sphère politique.

Dès lors, l'histoire des musées qui se succèdent sur la colline de Chaillot invite à envisager une certaine fatalité structurelle de l'orientation du discours des institutions françaises. Déterminés hier comme aujourd'hui à partir d'enjeux mis en avant par les gouvernements financiers des projets, les musées demeurent finalement ces institutions charnières entre le passé et l'avenir de l'Homme, mais surtout entre les logiques politiques, culturelles et scientifiques qui les traversent.

⁵¹ Stéphane Frioux, Vincent Lemire, Pour une histoire politique de l'environnement au 20^e siècle, Vingtième Siècle. Revue d'histoire, n° 113 (2012), pp. 3–12.

⁵² En 2000, la durée du mandat présidentiel est ramenée de sept à cinq ans. Voir aussi Camille Mazé, Frédéric Poulard, Christelle Ventura (dir.), Les Musées d'ethnologie. Culture, politique et changement institutionnel, Paris 2013 (Orientations et méthodes).